



# Tricadou

Numéro  
Spécial  
2022

# Info

CARPENTRAS

CENTRE-VILLE

AMANDIERS  
ELEPHANT

POUS  
DU  
PLAN

## Le Tricadou Au Palais de l'Élysée



ENFANCE

JEUNESSE

FAMILLE

SÉNIORS



Lou CENTRE SOCIAL  
& CITOYEN  
Tricadou  
Agir avec Vous !

CARPENTRAS

35 Rue du Collège, 84200 Carpentras  
04.90.67.73.20 - siege.loutricadou@orange.fr  
[www.loutricadou.org](http://www.loutricadou.org)

# LOU TRICADOU AU PALAIS DE L'ÉLYSÉE



PARIS, LE 24 NOVEMBRE 2022

Le maire de Carpentras Serge ANDRIEU et Denis SAVANNE le Président du Centre Social & Culturel Lou Tricadou ont été reçus le 24 novembre 2022 au Palais de l'Elysée par le conseiller "Territoires" d'Emmanuel Macron.

Ils ont fait le déplacement pour lui remettre les 3.000 courriers d'habitants demandant davantage de policiers, de gendarmes et de moyens pour la justice face au trafic de drogue qui grandit notamment dans les quartiers du Pous-du-Plan et des Amandiers.

Cette remise en main propre des lettres de réclamations est l'aboutissement de l'opération lancée par le Maire de Carpentras, "J'écris au président", où il invitait les habitants à s'adresser directement au Président de la république via l'envoi d'une lettre type pour demander de l'aide à l'Etat.



*Denis SAVANNE et Serge ANDRIEU devant l'Elysée portant deux sacs contenant chacun 1500 lettres des carpentrassiens demandant au Président de la république d'agir contre les réseaux de stupéfiants.*

Le conseiller du Président a indiqué qu'il ferait remonter les messages des Carpentrasiens au Ministère de l'habitat de l'urbanisme et de la ville ainsi qu'au Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

Des renforts de force de l'ordre ont été demandés et il a promis de contacter la Préfète de Vaucluse pour étudier leur mobilisation.

Il a également trouvé intéressante la proposition qui lui a été faite d'installer des services de l'Etat dans les quartiers.

Un point d'étape sera fait dans deux mois pour connaître quels éléments concrets de réponse peuvent être apportés aux demandes des carpentrasiens.

*Des sachets de drogue vides qui polluent les rues et les places de quartiers ramassés par les enfants du Pous-du-Plan et des Amandiers ont été remis au conseiller du Président de la République pour attester de l'intensité du trafic de stupéfiant qui s'y déroule.*



Le Président du Tricadou a transmis également au conseiller du Président de la République une liste des paroles recueillies auprès des habitants des quartiers qui témoigne de ce qu'ils vivent au quotidien et lors des épisodes de violences qui s'y déroulent.



*Denis SAVANNE, Jean-Marie CAILLAUD Conseiller d'Emmanuel Macron et Serge ANDRIEU à l'issue de leur entretien d'une heure sur la situation des quartiers de Carpentras.*

# PAROLE DES HABITANTS TRANSMISES A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

## UN VECU D'UNE SITUATION DE GUERRE ET DE SURVIE

« Nous ne vivons plus, on survit »

« Comme si on était en prison mais en prison au moins il y a les promenades »

« C'est une vraie guerre comme si on était en Ukraine »

« C'est un cauchemar permanent »

« Quand les tireurs traversent le quartier : il y en a un sur le scooter et l'autre derrière, ils tirent n'importe où et sur n'importe qui »

## UN QUOTIDIEN PLACE SOUS LE SIGNE DE LA PEUR

« Je suis devenue la guetteuse des guetteuses, avant de sortir de chez moi je téléphone à la famille ou aux copines qui habitent dans les blocs au-dessus pour savoir si rien ne se passe en face de chez eux pour que je puisse accompagner mes enfants à l'école »

« Il faut demander la permission aux guetteurs pour rentrer chez nous »

« Ma fille m'a téléphoné pour me dire de ne pas rentrer tout de suite à la maison car ça tirait dans le quartier »

« Mon fils de 15 ans désormais je lui interdis de sortir »

« Je ne traverse plus le quartier à pied et même en voiture, je tremble »

« On a besoin de vacances mais on craint que notre logement soit squatté ou pillé pendant notre absence »

« Même la directrice de l'école a vu des jeunes tabasser un jeune dans l'enceinte de l'école, ce qui veut dire que même à l'école nos enfants ne sont plus en sécurité »

## UN TRAUMATISME PSYCHOLOGIQUE

- « On a tous besoin d'un psy, nous, nos enfants, nos familles »
- « Nos enfants sont vraiment mal, nous vivons un réel traumatisme »
- « J'ai retrouvé mes enfants hurlant sous la table à manger tellement ils ont peur »
- « Quand une fenêtre claque à cause du courant d'air, je sursaute systématiquement »
- « On ne peut plus déposer nos enfants à l'école sans la crainte de ne plus les revoir et à l'inverse nos enfants ont peur en nous attendant à la maison »

## UN SENTIMENT D'ABANDON

- « Nous sommes livrés à nous-mêmes, on est abandonné »
- « Inviter quelqu'un chez nous ce n'est pas possible, les gens ne veulent pas venir »
- « Le dealer dort, les pouvoirs publics dorment, la police dort et nous impossible de fermer l'œil »

## UN MANQUE DE CONSIDERATION

- « On entend souvent dire que c'est la faute des parents si les enfants tombent dans le trafic mais ce n'est pas vrai, quel parent pourrait souhaiter ça ? »

## UN PESSIMISME SUR L'AVENIR DE LEUR QUARTIER

- « Le quartier sera désert un jour, uniquement occupé par le trafic mais avant on va ramasser les morts »
- « Soit disant il ne faut pas parler pour ne pas avoir de représailles, et bien aujourd'hui comme je peux recevoir une balle à tout moment, je me prendrai une balle pour avoir parlé »

## Le maire "en mission" à l'Élysée La Provence 25 nov. 2022

**TRAFIC DE DROGUE** Serge Andrieu et Denis Savanne, du Tricadou, ont confié les 3 000 lettres des habitants de l'opération "J'écris au Président" à un conseiller d'Emmanuel Macron. Des redéploiements de CRS ont été évoqués

Une première pour Serge Andrieu. Le maire de Carpentras fouillait, hier matin, pour la première fois les couloirs de l'Élysée. Sa mission du jour : confier en main propre, aux services de l'Etat, plus de 3 000 lettres-types recueillies en mairie dans le cadre de l'opération "J'écris au Président".

Le 3 octobre dernier, le premier magistrat s'était lancé dans une démarche peu commune pour lutter contre l'augmentation des trafics de drogue. N'ayant constaté aucun changement sur les effectifs des policiers, et ce malgré ses requêtes auprès du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, il avait invité tous les Carpentrasiens et les habitants du Comtat Venaissin à écrire au président de la République pour obtenir plus de personnels de police, de gendarmerie et de justice à Car-

pentras et dans le Comtat. Certains de ses opposants y avaient vu un coup de communication, quand d'autres, habitants, commerçants et associations, avaient applaudi l'opération.

### "Amener du service public dans les quartiers"

Accompagné par Denis Savanne, le président du centre social le Tricadou, seule structure de la société civile "résistante" dans le quartier du Pous du Plan, Serge Andrieu a été reçu dans les bureaux de Jean-Marie Caillaud, le conseiller "Territoires" du Président de la République. "Il nous a promis de faire remonter l'information aux ministères de l'Intérieur et de la Ville", commentait-il ce matin à sa sortie du palais de l'Élysée. "Plusieurs hypothèses ont été envisagées. Il suggérait d'amener du service public dans les quartiers afin que l'Etat réin-



Le maire en a profité pour montrer le conditionnement publicitaire des sachets de drogue, conçu pour attirer les consommateurs.

tègre les lieux et que cela puisse occasionner une gêne, voire un frein aux trafics. Il contactera également la préfète de Vaucluse pour aborder avec elle le déploiement des forces de police et pourquoi pas la mise en place d'une rotation des effectifs de la compagnie républicaine de sécurité (CRS) sur les principales

villes du Vaucluse, Avignon, Carpentras, Cavaillon et Orange". Réponses et moyens attendus des services de l'Etat en janvier. "Nous avons désormais un contact à l'Élysée. On ne va pas lâcher. On leur a mis la pression...", assurait le maire. "On espère que cette opération portera ses fruits..." **Virginie BATAILLER**



Le président du Tricadou et le maire ont déposé deux sacs de plus de 3 000 courriers d'administrés en colère. /PHOTOS DR

## Trafic de drogue : le maire dépose 3 000 lettres à l'Élysée

Vaucluse Matin,  
25 novembre 2022

**Avec deux sacs de postier, le maire de Carpentras a fait un aller-retour à Paris pour apporter les doléances de milliers de citoyens face à l'insécurité. Une démarche singulière pour marquer le coup.**

« Ils nous ont laissés rentrer après avoir tout fouillé. » En sortant de l'Élysée à Paris, le maire de Carpentras est optimiste. Avec le président du centre social du Tricadou, ils ont apporté eux-mêmes ce jeudi 24 novembre deux gros sacs remplis de courriers. Ce n'était pas la hotte du père Noël mais bien 3 000 doléances de citoyens, demandant à Emmanuel Macron, des moyens police-justice pour lutter contre le trafic de stupéfiants.

« J'ai porté des sachets de drogue vides pour qu'ils comprennent bien notre situation »

L'opération "J'écris au Président" avait été lancée en octobre, avec sept autres maires des villages



Denis Savanne, président du centre social du Tricadou (à gauche) et Serge Andrieu, maire de Carpentras, ont fait le voyage jusqu'à l'Élysée avec des milliers de doléances. Photo Benoît Curlière

voisins, eux aussi confrontés à l'insécurité.

Une démarche originale qui avait vocation à marquer les esprits, « ils n'ont pas l'habitude ! En plus, j'ai porté plusieurs sachets de drogue vides que nous ramassons régulièrement

au sol pour que tous les services de Paris comprennent bien notre situation », confie Serge Andrieu.

Les Carpentrasiens ont été reçus pendant une heure par Jean-Marie Caillaud, ancien préfet et

désormais conseiller "Territoires" du gouvernement. Ce dernier leur a indiqué faire le lien avec les ministères de l'Intérieur et de la Ville, puis de la préfecture du Vaucluse, et revenir vers eux courant janvier 2023.

■ Services de l'Etat dans un quartier, brigade mobile de CRS... des pistes sur la table

Ils ont débattu autour des propositions mises sur la table par les Carpentrasiens : déployer les forces du maintien de l'ordre de façon répétée et aléatoire, implanter des services publics de l'Etat au sein d'un quartier (par exemple, une succursale du tribunal), ou déployer une brigade de CRS mobile dans tout le département.

Cette dernière idée date du précédent préfet du Vaucluse. Reste à savoir ce que l'actuelle préfète, Violaine Démaret, décidera, après avoir appelé au renforcement de la coopération entre les services de l'Etat et communaux.

Le maire de Carpentras reste prudent : « On n'est pas naïfs, éradiquer le trafic de drogue à Carpentras, ou ailleurs, ce n'est malheureusement pas possible. Mais la mobilisation collective permet de faire bouger les choses. »

Anaïs VAUGON